

*Initiatives ministérielles*

Mais, on ne règle pas le problème qui en est un de structure d'emploi. On n'apprend pas aux gens à être autonomes, on ne leur donne pas les sujets ou les outils de responsabilité qui leur sont propres, on ne les laisse pas les gérer eux-mêmes. Il faudrait transférer des outils, il faudrait consulter les gens, mais on ne le fait pas et c'est une des principales remarques.

En même temps, je tiens à préciser que je vais fournir une synthèse, accompagnée de ces mémoires, au ministre du Développement des ressources humaines. Je vais aussi la transmettre au comité parlementaire qui voyage actuellement.

J'aimerais quand même soulever quelques points. Quand je regarde les gens de la CSN en Gaspésie, un syndicat, je pense que cela a été mentionné par les députés tout à l'heure, puisque certains ont parlé, au niveau de l'emploi, de temps partagé. Ce sont des solutions dont on peut discuter avec les gens. Les gens sont prêts à étudier toutes les possibilités. Je l'ai dit tout à l'heure, les pêcheurs souhaitent une meilleure répartition de la ressource, qu'ils puissent y participer, qu'ils puissent avoir un permis de pêche sur lequel figurent les différentes espèces qui pourront être prises, qu'il y ait une polyvalence. Cela, à travers tout l'Atlantique; les gens l'ont mentionné et demandé, pas seulement ceux du Québec.

Il y a des choses aussi qui m'ont fait sourire. Il y a une dame, entre autres, qui m'a dit: «Les libéraux sont toujours en train de consulter. Ce n'est plus le temps de consulter. Le feu est pris dans la grange, il nous faut un pompier qui sache quoi faire.»

Madame la Présidente, je vous l'ai dit tout à l'heure, j'étais accompagné de deux commissaires. Je ne fais que refléter ce que disent les gens. Cette dame m'a dit: «Pourquoi remodeler les programmes sociaux, alors que le problème est ailleurs?» Le problème est dans le manque d'emploi, le problème est que le gouvernement fait face à un endettement excessif, que près de la moitié de cette dette est due à l'extérieur et que nous allons recevoir des petites tapes derrière la tête bientôt, parce que si on ne prend pas nos finances en main, on va se faire tasser.

Le message, le Bloc québécois l'avait dit durant la campagne électorale, est qu'on est d'accord pour réduire le déficit. Cependant, nous voulons que ça ne se fasse pas avec des coupures aveugles. Nous voulons qu'il y ait un respect de la population. S'il y a un objectif à atteindre, on doit demander aux gens de quels outils ils ont besoin pour l'atteindre et si c'est faisable. Si ce n'est pas faisable, madame la Présidente, nous avons alors un choix de société à faire. Nous aurons toujours besoin de pêcheurs.

• (1615)

Quelqu'un me disait: «Je suis prêt à travailler 12 mois par année, mais est-ce que le ministre du Développement des ressources humaines est prêt à dégeler le golfe l'hiver? Est-ce que le ministre des Pêches est prêt à l'ensemencer? Ensuite, je pourrais pêcher pendant 12 mois.»

Bien sûr, on s'est amusés un petit peu. Malgré la profondeur des problèmes que l'on avait, les gens de la Gaspésie ont abordé

ces audiences avec le sourire, avec sérénité et avec sang-froid. Ils ont fait part de solutions et ils ont aussi adressé un sérieux avertissement au gouvernement. Prenons conscience de leurs besoins, offrons-leur les outils et ils atteindront des objectifs qu'on entend bien leur fixer par-dessus la tête.

[Traduction]

**M. Mac Harb (secrétaire parlementaire du ministre du Commerce international, Lib.):** Madame la Présidente, tout d'abord, je veux féliciter le gouvernement et le ministre du Développement des ressources humaines pour leur initiative. C'est un geste audacieux qui, à mon avis, permettra d'adapter le système aux années 1990 et au-delà.

Cette réforme n'est qu'un aspect d'un plan d'action global qui s'étendra sur environ un an et que le gouvernement a proposé pour respecter des engagements pris par le premier ministre au nom du Parti libéral et de la population qui l'a élu. Ces engagements se retrouvent dans le livre *Pour l'emploi, pour la relance économique*, ou livre rouge, comme on l'appelle couramment.

Le plan d'action comporte trois volets. Le premier consiste à examiner la façon dont nous fournissons l'ensemble des programmes sociaux au Canada, de même que la formation et le perfectionnement des ressources humaine; le deuxième consiste à examiner l'industrie canadienne et la façon dont elle vend ses produits et services au Canada et à l'étranger; le troisième consiste à examiner l'ensemble des finances publiques pour trouver le moyen d'y mettre de l'ordre.

Pour moi, il ne fait aucun doute qu'une personne examinant le Canada de l'extérieur, ce que les Nations Unies ont fait à quelques reprises, arriverait à la conclusion que nous vivons dans le meilleur pays du monde. Je savais cela il y a 20 ans, lorsque je suis arrivé ici—je savais que j'arrivais au paradis sur terre. Je suis convaincu que mes collègues députés, comme tous les Canadiens, sont d'accord avec cela et savent que nous vivons dans le meilleur pays du monde.

Pour garder le Canada à l'avant-garde quant à la qualité des programmes sociaux dont nous faisons bénéficier nos citoyens, quant à la qualité de l'enseignement que nous leur offrons et quant à l'accès aux meilleurs soins de santé au monde, il nous faut prendre un certain nombre de mesures.

Avant de me lancer dans une explication détaillée, je voudrais cependant vous faire part de certaines données statistiques sur la situation actuelle au Canada.

Aujourd'hui, ceux que nous considérons comme des aînés représentent environ 10 p. 100 de la population canadienne. Or, ce chiffre doublera d'ici l'an 2031, au point où environ une personne sur quatre fera partie de la catégorie des personnes âgées. Parallèlement à cela, nous voyons diminuer le nombre des personnes qui entrent sur le marché du travail. Les effectifs de la population active sont bien moins nombreux qu'il y a 10 ou 15 ans.

Le défi consiste donc à utiliser la production ou la productivité des membres de la population active pour tâcher de soutenir le coût de tous les programmes, avantages sociaux et le reste, afin